

Auteur: Finlande

Commission: Puissances Spatiales

Sujet: Aller et vivre sur Mars: quel consensus international sur l'activité spatiale en vue d'une potentielle arrivée sur Mars?

République Parlementaire social-démocrate dirigée par Sauli Niinistö et Sanna Marin, et adhérente de l'Union Européenne depuis 1995, la Finlande travaille pour créer un meilleur environnement opératoire pour le secteur spatial, de meilleures conditions pour les affaires et la recherche, et une coopération plus proche entre les branches administratives. Nous sommes un vif contributeur dans le secteur spatial en participant activement au programme de l'ASE (Agence Spatiale Européenne) et dans la préparation d'opinions nationales à propos du spatial dans l'Union Européenne. Pour cela nous souhaiterons débattre à propos d'un consensus international sur l'activité spatiale en vue d'une potentielle arrivée sur Mars.

On compte dès à présent environ 8.000 tonnes de débris dans l'espace, tandis que les pays lancent toujours plus de satellites. Le développement actuel du droit de l'espace repose en grande partie sur des résolutions non contraignantes et des lignes directrices élaborées par le Comité et d'autres organismes de coopération internationale; que les États membres peuvent intégrer dans leur législation nationale. À l'été 2019, les lignes directrices pour la viabilité à long terme des activités spatiales du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique ont été adoptées.

La Finlande offre une grande diversité d'entreprises du spatial. Spécialisée dans la fabrication de microsatellites, l'entreprise Iceye est aujourd'hui la plus grande start-up européenne du spatial si l'on se base sur le montant des financements privés dont elle bénéficie. La société Isaware, quant à elle, développe des instruments de mesure de la météo spatiale, tandis que Collective Church a recours à l'IA pour analyser les données satellitaires pour le compte des entreprises qui font appel à elle. D'autres sociétés finlandaises sont spécialisées dans les communications, les matériaux composites, le matériel optique et la robotique. La Finlande a un budget de contribution annuel à l'ASE de 19.5 millions d'euros. Ces contributions nous sont retournées sous forme de contrats fournis à nos entreprises et instituts de recherche. À travers l'ASE, les acteurs finlandais peuvent faire partie dans des projets joints extensifs, et gagner des références globales. L'entreprise finlandaise permet de coordonner la participation finlandaise dans les programmes de l'ASE.

Le droit spatial finlandais, actualisé en 2018, incite à l'exploitation durable et rentable de l'espace. Le *Finnish Centre of Excellence in Research of Sustainable Space* s'emploie à rendre les satellites plus durables afin qu'ils restent en service et ne finissent pas en déchets spatiaux. Le centre développe aussi des technologies de désorbitation basées sur la mise en place de ce qu'on appelle un frein à plasma, ceci permettant aux satellites de se consumer en toute sécurité dans l'atmosphère. En automne 2018, nous avons remodelé notre stratégie spatiale nationale pour procéder à une grande transformation du secteur. La nouvelle économie spatiale est en train de réformer l'industrie avec l'introduction de petits satellites et des services de décollage privés qui permettent un accès à l'espace plus économique et facile, tout comme de nouveaux modèles d'entreprise à l'échelle mondiale.

Cette transformation change fondamentalement les acteurs, rôles et pratiques de l'industrie spatiale. De nouveaux fournisseurs de services privés complètent les systèmes satellitaires financés et exploités par des organismes publics. L'expertise et les compétences de la Finlande ont, au fil des décennies, atteint un niveau de compétitivité internationale; c'est un élément dont la Finlande bénéficiera dans le cadre de la transformation mondiale de l'industrie spatiale.

Ce n'est que grâce aux entreprises privées que nous avons réussi à améliorer notre expertise spatiale, qui, pourtant, nous place loin de la conquête de Mars. Nous n'arriverons donc pas à ce but, que si nous devenons plus permissifs à ces entreprises. Pour cela, la Finlande propose de changer les limites sur l'espace, déjà établies auparavant, pour rendre le secteur plus attractif aux nouvelles entreprises. Quant au financement de la mission européenne, nous pourrions non seulement augmenter les contributions de chaque pays, mais aussi nous pourrions permettre la collaboration et le sponsoring des entreprises privées.

La Finlande suit la régulation, les pratiques et développements nationaux et internationaux, prépare des propositions et émet des déclarations sur la direction que prend la régulation du secteur, les pratiques administratives, la financement et la coopération internationale.